

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

O, 50 F.

SAMEDI 15 OCTOBRE 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX

EDITORIAL

Il y a dix ans mourait GUEVARA

Il y a dix ans, mourait Ernesto Che Guevara assassiné par les mercenaires de l'impérialisme américain officiant en Bolivie.

Après avoir dirigé aux côtés de Fidel Castro la révolution cubaine, Guevara abandonnera ses fonctions de ministre et, à partir de novembre 1966, il déclenchera une nouvelle guérilla en Bolivie.

Guevara incarnait pour des dizaines de milliers de jeunes les traits les plus enthousiasmants de la lutte à laquelle il participa à Cuba. Cette révolution qui effectivement souleva dans le monde non seulement l'enthousiasme mais aussi - et à tort - bien des espoirs chez les opprimés.

Les limites qui sont celles de la révolution cubaine sont aussi celles de Guevara.

Car ceux qui dirigèrent la lutte à Cuba, s'ils marquaient l'opinion par leur détermination, leur courage et leur volonté de ne pas se laisser dicter leur politique par leur puissant voisin, les USA, ne se plaçaient pas sur le terrain de la classe ouvrière pour mener leur lutte.

Et il en fut ainsi de Guevara quand plus tard il quitta Cuba pour aller se battre en Amérique Latine. Ce n'est pas à la classe ouvrière bolivienne qu'il s'adressa.

Militant courageux, désintéressé et soucieux de lutter contre l'oppression et l'injustice qui frappent les peuples d'Amérique Latine, Guevara cependant ne peut être considéré comme un socialiste révolutionnaire.

Car au sens où nous l'entendons, la première caractéristique d'un socialiste révolutionnaire est de placer son action - en tout lieu et en tout temps de la période historique actuelle - dans la classe ouvrière. Les principes sur lesquels sont fondés le socialisme moderne rendent indispensables de s'appuyer sur la classe ouvrière pour passer de la société capitaliste à la société socialiste.

Ce n'est que la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière consciente et organisée qui peut permettre une telle transformation. Tout comme c'est uniquement une telle lutte qui peut mettre un terme d'une façon définitive à l'exploit-

Suite page 2

MARTINIQUE

L'INCURIE DU POUVOIR PROFITE AUX GROSSES SOCIÉTÉS

Les dernières statistiques annoncent le chiffre de 75 000 véhicules actuellement en circulation en Martinique. Ce chiffre est énorme si l'on compare l'insuffisance du réseau routier de l'île qui n'a pas prévu un tel trafic. Cette masse considérable de véhicules est particulièrement visible dans une ville comme Fort-de-France qui se trouve régulièrement engorgée à certaines heures de pointe, les automobilistes devant subir de longs embouteillages et d'innombrables difficultés pour garer leur voiture.

Mais ce n'est pas tant dans le manque de place ou de route que réside le problème des véhicules en surnombre en Martinique. C'est dans la politique commerciale que mènent de gros concessionnaires

de marques automobiles françaises ou autres, avec l'appui et la bénédiction des autorités coloniales. Car il s'agit pour ces capitalistes de vendre le maximum de voitures particulières, et donc de bénéficier d'une situation où le manque de transports en commun se fait cruellement sentir pour la population. Et c'est bien cette situation, favorisée par les autorités en place, qui fait que beaucoup de parties ou de hameaux ne soient pas desservis ou le sont très mal, et qu'à partir de 7 ou 8 h. du soir il est absolument impossible de se déplacer autrement qu'en auto stop si on ne possède pas son propre véhicule.

Suite page 2

BAIE MAHAULT

DES TRAVAILLEURS MUNICIPAUX VICTIMES DE LA DEMAGOGIE ELECTORALE

Les employés municipaux de Baie-Mahault sont actuellement tous très inquiets au sujet de leur emploi.

En effet tout récemment ils apprenaient par une circulaire du nouveau maire qu'un certain nombre d'entre eux ne travailleraient pas régulièrement chaque mois, ou verraient leurs journées réduites de 8 à 4 heures, avec réduction de salaire.

Tout ceci pour permettre au maire d'embaucher des gens qui l'ont soutenu lors de la dernière campagne municipale.

Ainsi, pour tenir ses promesses vis-à-vis d'un certain nombre d'électeurs qui se sont laissés prendre par l'habituel : " si je suis élu je te ferai avoir du travail ", l'actuel maire de Baie-Mahault se sent contraint de priver de tout ou partie de leur gagne-pain des agents municipaux qui ont parfois plus de dix ans d'ancienneté.

Bien évidemment, ces derniers ne sont pas prêts à accepter cela passivement. Ils se sont déjà organisés en syndicat, et s'appêtent à se mettre en grève si le maire n'entend pas revenir sur sa position.

Mais ce qui se passe en ce moment dans

la commune de Baie-Mahault est chose courante en Guadeloupe et en Martinique. Pour se faire élire, la majorité des maires n'hésite pas à faire les promesses les plus alléchantes aux électeurs, et en particulier dans le domaine de l'emploi, qu'ils savent être la plus grande préoccupation de nombreux chômeurs qu'il y a dans les communes. Mais comme ils ont un pouvoir très limité en matière de création d'emplois, ils sont bien contraints, pour faire plaisir aux leurs, de se débarrasser des employés qui appartenaient à l'ancienne municipalité. Et bien souvent, c'est la petite guerre entre les partisans du maire et ses adversaires. Voilà en fait à quoi a abouti la démagogie électorale des édiles de la Guadeloupe et de la Martinique : à diviser les

Suite page 2

J. BIBRAC

Directeur de publication : M. XXXXXXXX
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

8^{ème} supplément au mensuel N° 79

Guadeloupe

NON A LA XENOPHOBIE!

Depuis quelques jours est orchestrée en Guadeloupe une campagne anti-étrangers qui vise tout particulièrement les Haïtiens et les Dominicains. Tout récemment l'opinion apprenait que le député-maire des Abymes lui-même avait écrit au préfet pour lui demander quelles mesures il entendait prendre pour vrêter "l'invasion" de la Guadeloupe par tous ces travailleurs "étrangers" !

On le voit la xenophobie n'est pas seulement le lot des forces de droite, mais même ceux qui se réclament de la gauche n'hésitent pas à emboîter le pas sur ce terrain.

Les "étrangers" en Guadeloupe, ce sont bien les gendarmes, les CRS, les képis rouges et autres, ainsi que tous ces Hauts fonctionnaires, préfet en tête que le colonialisme entretient afin de réprimer les travailleurs en lutte.

D'ailleurs ceux-là même qui s'acco-

modent le plus de la présence de toutes ces forces coloniales de répression, sont le plus souvent les premiers à agiter l'épouvantail du Dominicain ou de l'Haïtien, porteur de drogue ou responsable du chômage des travailleurs guadeloupéens.

Les travailleurs devraient réfléchir à cela et éviter de joindre leur voix à ce concert de xenophobie qui à coup sûr les dessert. L'intérêt des travailleurs est tout autre : loin de réclamer le départ des travailleurs Haïtiens et Dominicains ils doivent leur tendre une main fraternelle et les aider à trouver la voie de l'organisation syndicale et politique contre les patrons et l'administration coloniale.

o - o - o
- o -

BAIE-MAHAULT

(suite)

travailleurs. Il serait temps que ceux-ci comprennent que la seule façon pour eux d'avoir du travail ce n'est pas de soutenir tel ou tel maire mais bien de mener un combat commun avec tous les chômeurs contre le colonialisme responsable du chômage qui sévit en Martinique et Guadeloupe.

ooo0ooo

VAUCLIN (Mque) LA FACE VÉRITABLE D'UN "APOLITIQUE"

Le Progressiste nous apprend dans son dernier numéro que le président de la MJC du Vaucelin, membre du PPM, a des ennuis avec le maire Juston. En effet, celui-ci l'a assigné à comparaître devant la fédération des MJC dont il est le président pour rendre des comptes sur l'autorisation qu'il nous avait donnée pendant notre tournée du mois d'août de passer notre projection sur la "guerre d'Algérie" à la MJC. Le maire en effet non seulement nous avait refusé une salle de la municipalité pour tenir notre stand mais nous avait également envoyé les gendarmes pour tenter de nous intimider. Un de nos camarades a d'ailleurs été convoqué à la gendarmerie pour s'être exprimé sur la voie publique.

Ainsi Juston qui se vante de n'être marqué politiquement ni à droite ni à gauche, mais d'être un démocrate, a bien montré de quel côté il se situait réellement : du côté du colonialisme, de ses flics et de ses gendarmes qui prétendent interdire à la population le droit d'écouter qui elle veut.

L'INCURIE DU POUVOIR...

(SUITE)

Alors, il ne s'agit pas de rendre les particuliers responsables de ce trop plein de véhicules, il s'agit de voir à qui profite réellement cette situation : aux Renault Peugeot, Toyota et consort qui peuvent compter sur la complicité de la préfecture pour qu'aucun réseau convenable de transports en commun ne soit réellement mis sur pied en Martinique.

..-.-.-.-.-

IL Y A DIX ANS MOURAIT GUÉVARA

(SUITE)

tation de l'homme par l'homme.

Guévara, d'une façon consciente a refusé dans sa vie de militant de mener ce combat là. Il fut un combattant du nationalisme du début à la fin de sa vie de militant politique. Dans ce sens là où il fut un combattant acharné de l'oppression nationale des peuples d'Amérique latine, il est nécessaire de rappeler ce que fut son combat, et les limites de celui-ci.

GUADELOUPE

LES TRAVAILLEURS DOIVENT REFUSER LES LICENCIEMENTS

A l'usine de Beauport, les patrons continuent à licencier. Ainsi après les 14 premiers travailleurs licenciés, il y a quelques mois, 25 autres ouvriers viennent de recevoir leur préavis de licenciement. C'est donc 39 travailleurs qui sont actuellement touchés par cette vague de licenciement. Ce qui se passe à Beauport ressemble trait pour trait à ce qui s'est passé il y a 4 ans à Bonne-Mère. Là aussi les patrons avaient d'abord commencé à licencier 19 travailleurs avant de fermer purement et simplement l'usine. Il se pourrait que les capitalistes de Beauport agissent de la même façon. Pour éviter un tel danger, les travailleurs de Beauport, ceux qui sont concernés par les licenciements, tout comme ceux qui sont encore dans l'usine, auraient donc intérêt à ne pas garder les bras croisés. Ils peuvent s'ils en ont la volonté faire reculer les patrons de Beauport. Dès maintenant ils peuvent s'organiser, discuter entre eux, et contraindre leurs responsables syndicaux à engager la lutte contre ces licenciements collectifs. Les patrons se plaignent toujours qu'ils n'ont pas

d'argent pour payer tous les travailleurs mais à Beauport en particulier, ils en ont suffisamment pour dispenser des salaires qui sont parfois de 10 fois supérieurs à ceux des ouvriers, à leur cadres. Ils en ont également suffisamment pour les gratifier de toutes sortes d'avantages en nature.

En plus, pendant des années ces capitalistes ont accumulé des richesses parfois fabuleuses sur le dos des travailleurs. Il n'y a donc aucune raison que ce soit les travailleurs qui payent quand les choses vont "soi-disant" mal. Les travailleurs de Beauport ne doivent point accepter ces licenciements. A eux d'informer la population de Port-Louis de solliciter son concours, d'appeler les ouvriers des autres usines à se joindre à eux dans le combat contre les licenciements. Ceux de Grosse-Montagne tout récemment ont obligé Simonnet à reprendre 9 ouvriers qu'il voulait licencier pour les mêmes raisons qu'à Beauport, parce qu'ils ont su se battre. Ceux de Beauport devraient s'en inspirer.

FORT-DE-FRANCE

Manifestation des enseignants le 12 octobre

Le samedi 12, les instituteurs sont descendus dans la rue à l'appel du SNI PEGC pour exiger le respect du droit de grève et la titularisation des remplaçants.

Fort de 500 personnes environ, le cortège a parcouru les rues de la ville en scandant "Doumenge déro" "titularisez les remplaçants".

Cela montre si besoin était, que l'opposition des enseignants aux mesures du recteur ne faiblit pas.

En tout cas, un rassemblement des enseignants est prévu le 23 octobre au Gros-Morne, commune où travaille Cayol le directeur d'école sanctionné pour fait de grève. De plus il semble que l'on se dirige vers une grève des enseignants, toujours sur les mêmes problèmes.